

exemple de la décadence du Parlement. Aujourd'hui, le gouvernement peut présenter à sa guise tout programme de dépenses. Le Parlement a perdu les rênes. Ce n'est qu'une question de temps maintenant avant que le Parlement devienne une autre salle de comité, dont les membres ne pourront faire que ce qu'ils font actuellement c'est-à-dire se lever et exprimer des opinions. En fait, je ne sais pendant combien de temps encore la presse pourra continuer d'exercer ses fonctions face aux efforts professionnels organisés d'Information Canada et ses Canadômes. En fait, il ne faudrait guère de temps avant de réduire à néant même les efforts verbaux des membres du Parlement.

Si tous ceux qui s'y connaissent en la matière prenaient la peine de lire quelques-unes des lois que nous avons adoptées ces dernières années ils pourraient voir les coups qui ont été portés à la démocratie, et les pouvoirs discrétionnaires de plus en plus vastes qui ont été accordés aux ministres. Ce genre d'étude révélerait ce qui se passe au Canada. Aujourd'hui le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand), se trouve être le tzar financier du pays. De sa propre autorité, il peut décider de dépenses allant jusqu'à douze millions et au-delà même s'il s'est abstenu jusque-là de dépasser ce chiffre.

Avant de conclure, monsieur l'Orateur, je voudrais aborder un ou deux points. Les remarques qu'a faites plus tôt mon collègue de Vegreville (M. Mazankowski) ont porté sur le déclin des exploitations rurales dans l'Ouest du Canada. Je ne peux trop m'étendre sur ce sujet, bien que j'aie eu l'occasion de passer une couple d'années de mon enfance dans cette région du Canada, visitant certaines parties de l'Alberta et de la province d'origine du ministre. Je peux toutefois conseiller aux habitants de l'Ouest du Canada de se garder du gouvernement actuel s'ils veulent voir un semblant ou une trace de vie rurale se maintenir dans l'Ouest canadien.

Nous autres, de la côte est, avons été témoins d'un plan délibéré et calculé visant à détruire toute vie rurale dans le Canada atlantique. Il est mis en pratique au moyen de diverses mesures législatives, et le ministère de l'Expansion économique régionale en est le dirigeant le plus fervent. Mes collègues de l'Île-du-Prince-Édouard et des autres provinces Maritimes peuvent vérifier mes assertions. Les dirigeants du pays ont décidé que tout devrait être grand au Canada et calqué sur le modèle de Montréal. Il lui faut avoir un complexe industriel viable, ce mot revêtant un sens particulier pour les ministères.

J'espère que personne ne se laisse prendre par tout cela. Le gouvernement tente de détruire la vie rurale au moment où la plupart d'entre nous commençons à saisir et à apprécier les avantages qu'offre cette vie au Canada, du point de vue culturel et de l'environnement. Cette qualité de vie a besoin qu'on la préserve et pourtant, le gouvernement s'est embarqué de propos délibéré dans une politique visant à détruire les petites collectivités. C'est cela qui se passe actuellement. S'il y a des fermiers dans l'Ouest qui ignorent que ce soit là un des principaux aspects de la politique ministérielle, une mauvaise surprise les attend.

Des situations comme celle-là, nous en avons déjà vues. Je n'accuse pas sans preuves. Plusieurs régions de ma province ont été désignées régions spéciales et vont être

[M. Lundrigan]

dotées de ce que M. Tom Kent qualifiait d'«infrastructures». Plusieurs autres régions ont été désignées comme centres d'accueil. On n'a pas publié ces choses et il n'y a personne dans ma province qui soit au courant de tout cela. Mais j'ai un exemplaire de la publication où l'on désigne centres d'accueil certaines municipalités. Elles font partie de régions spéciales. Les 800 collectivités le long du littoral de Terre-Neuve sont désignées collectivement d'envoi. Mes propos sont vraiment pertinents. Votre Honneur me regarde comme s'ils ne l'étaient pas. Je m'efforce de faire comprendre que dans le fond, le genre de bills présentés, qu'ils se rapportent à l'agriculture ou au développement régional, visent à détruire les régions rurales du Canada. Voilà pourquoi je dis aux habitants de l'Ouest que c'est là le but de la politique ministérielle à l'étude actuellement. Ma province est dotée d'un programme dont le gouvernement s'est vanté, le programme de réimplantation, au moyen duquel on arrache les gens à leur collectivité, on leur donne environ \$2,000, somme considérable à leurs yeux, et on les envoie dans des régions urbaines. Pour eux, c'est souvent la fin de tout.

L'an dernier, j'ai visité des régions de l'Alberta où des fermiers avaient très bien réussi. Ils auraient peut-être eu besoin de quelque secours du gouvernement pour pouvoir s'organiser en unités agricoles viables, mais des spécialistes du gouvernement sont venus chez eux et les ont encouragés à quitter leurs fermes. Voilà ce que j'ai vu dans la région de l'Alberta que je connais bien.

Il y a environ une heure, alors que j'entrais par le couloir, le réseau de télévision terminait ses émissions pour la soirée. Il était un peu émouvant d'entendre jouer «O Canada». Tout Canadien animé des mêmes sentiments que moi devait sentir un frisson le long de sa colonne vertébrale. Monsieur l'Orateur, j'aimerais à dire que je suis le plus jeune Canadien à la Chambre, en ce moment, à 2 heures 10 du matin. En réalité, comme Canadien, j'ai exactement 21 ans, puisque Terre-Neuve est entré dans la Confédération en 1949. A ce moment-là, j'avais 10 ans et il a fallu un peu de temps pour me détacher des antécédents traditionnels d'une collectivité de pêcheurs à Terre-Neuve, imbus d'une fierté qui dépasse toute description et le sentiment de féroce indépendance né d'efforts pour subsister avec les ressources d'une côte rugueuse, et de la lutte contre les éléments, jour après jour, dans un village de la côte est de l'île. Lorsque la province devint une partie du Canada, beaucoup d'anciens ont hissé le drapeau noir, car ils ne croyaient pas que nous devions abandonner notre héritage. Un grand nombre d'entre eux sont morts sans même devenir Canadiens, mais d'autres sont devenus d'excellents Canadiens. Je me sentais fier, dans les assemblées à l'école et dans les salles publiques de la province, debout, d'entonner les couplets de l'hymne national.

En 1968, j'ai décidé d'entrer dans la politique et de devenir membre du Parlement du Canada, le plus haut tribunal du pays. C'est que j'étais convaincu que le régime gouvernemental de Terre-Neuve avait atteint un état d'autocratie qu'on ne pouvait tolérer. Je songe au régime actuellement contrôlé par le gouvernement provincial et au sujet duquel je ne voudrais pas faire de commentaires détaillés en cette enceinte, bien que je ne m'en sois pas privé maintes fois à Terre-Neuve. A cette époque, le jeune premier ministre aspirant (M. Trudeau) parcourait le Canada. Je pense qu'il avait 49 ans.